

Nouvelles frontières réglementaires

Les technologies émergentes, sources de grandes possibilités et de défis potentiels

Nouvelles frontières réglementaires - possibilités à exploiter et défis à relever

Houlin Zhao, ITU Secretary-General



“ Les régulateurs et les décideurs du monde entier ont une occasion unique de libérer le potentiel offert par les nouvelles technologies et les nouveaux modèles économiques. ”

Les régulateurs et les décideurs du monde entier ont une occasion unique de libérer le potentiel offert par les nouvelles technologies et les nouveaux modèles économiques. Pendant le Colloque mondial des régulateurs de l'UIT (**GSR-18**) qui s'est tenu cette année, les régulateurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont pu rencontrer des acteurs majeurs du secteur privé et des régulateurs d'autres secteurs afin de débattre des approches novatrices et efficaces de la réglementation dans le contexte de l'économie numérique.

La révolution à laquelle nous avons affaire touche de multiples secteurs et est porteuse de nouveaux défis.

Le GSR-18 a débuté par un Dialogue mondial thématique préalable, qui a permis aux participants de se pencher sur les relations entre l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT) et la cybersécurité, ainsi que sur leurs incidences potentielles au niveau mondial.

Dans le cadre d'une série de réunions et de débats de haut niveau, les participants ont échangé des bonnes pratiques et débattu des problèmes qui se posent et de la marche à suivre pour améliorer les politiques nationales. Les discussions ont essentiellement porté sur la mission centrale de l'UIT, qui consiste à déterminer comment tirer parti des nouvelles technologies pour connecter les peuples du monde entier, et sur l'importance de donner aux populations, aux pays et aux régions les outils nécessaires pour mettre les TIC au service du développement économique et social. J'ai le plaisir de vous présenter ce numéro de la revue «Nouvelles de l'UIT», qui présente certains des résultats et des débats du GSR-18.



Nouvelles frontières réglementaires

Les technologies émergentes, sources de grandes possibilités et de défis potentiels

(Editorial)

- 1 **Nouvelles frontières réglementaires – possibilités à exploiter et défis à relever**

Houlin Zhao, ITU Secretary-General

(Coups de projecteur)

- 3 **Faire face aux nouvelles frontières réglementaires**
- 7 **Réussir la transformation numérique – Bonnes pratiques et contributions des régulateurs**
- 8 **Suivre la réglementation des TIC**

(Principaux sujets)

- 12 **En quoi une technologie centrée sur l'humain favorise-t-elle la confiance du consommateur?**
- 17 **Tirer les bénéfices des identités numériques**
- 22 **Encourager une intelligence artificielle sûre**
- 28 **Appel à l'action: Faciliter l'accès à une connectivité durable pour tous**

(Le GSR-18 en un coup d'oeil)

- 30 **Entretiens du GSR 18 disponibles en podcast**
- 31 **Cliquez pour voir le GSR-18 en un coup d'oeil**

Nouvelles frontières réglementaires

Les technologies émergentes, sources de grandes possibilités et de défis potentiels



Photos de couverture: Shutterstock

ISSN 1020-4148

itunews.itu.int

6 numéros par an

Copyright: © UIT 2018

Rédacteur en Chef: Matthew Clark

Concepteur artistique: Christine Vanoli

Assistante d'édition: Angela Smith

Rédaction/Publicité:

Tél.: +41 22 730 5234/6303

Fax: +41 22 730 5935

E-mail: itunews@itu.int

Adresse postale:

Union internationale des télécommunications

Place des Nations

CH-1211 Genève 20 (Suisse)

Déni de responsabilité: les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs des articles et n'engagent pas l'UIT. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données, cartes comprises, qui y figurent n'impliquent de la part de l'UIT aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les références faites à des sociétés ou à des produits spécifiques n'impliquent pas que l'UIT approuve ou recommande ces sociétés ou ces produits, de préférence à d'autres, de nature similaire, mais dont il n'est pas fait mention.

Sauf indication contraire, toutes les photos sont des photos UIT.



Shutterstock

Faire face aux nouvelles frontières réglementaires

L'édition de cette année du Colloque mondial des régulateurs (**GSR-18**) a réuni plus de 600 participants de plus de 120 pays à Genève (Suisse), du 9 au 12 juillet afin de débattre des nouvelles frontières réglementaires dans un monde de plus en plus dynamique et interconnecté.

L'objectif de ce colloque, qui constitue le plus grand forum mondial spécialisé rassemblant des régulateurs et des spécialistes des politiques du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), était de réfléchir de manière conjointe aux mesures réglementaires permettant de tirer parti des TIC au service de la réalisation des objectifs de développement durable (**ODD**) des Nations Unies.

Le colloque a également permis aux décideurs, aux régulateurs et aux acteurs du secteur privé de mieux cerner les avantages et les risques des innovations technologiques.

Les participants ont débattu des nouvelles frontières réglementaires propres à favoriser la transformation numérique, en examinant les incidences des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT) et les technologies mobiles de cinquième génération (5G), ainsi que certaines questions d'importance, dont la cybersécurité, la confidentialité et la confiance.



“ Je suis convaincu que grâce à notre sagesse collective, les technologies émergentes stimuleront le développement durable pour le plus grand bien de toute l’humanité. ”

Brahima Sanou,
Directeur du Bureau
de développement des
télécommunications de l’UIT

“La transition vers une réglementation plus ouverte, collaborative, incitative et intersectorielle sera d’une importance cruciale pour exploiter le fabuleux potentiel de l’économie numérique, non seulement au profit des consommateurs et des entreprises, mais aussi de tous ceux qui ne sont toujours pas connectés à travers le monde”, a déclaré le Secrétaire général de l’UIT, Houlin Zhao, lors de la cérémonie d’ouverture du colloque.

Le Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l’UIT, Brahim Sanou, a exhorté toutes les parties prenantes de

l’écosystème des TIC à conjuguer leurs efforts. “Je suis convaincu que grâce à notre sagesse collective, les technologies émergentes stimuleront le développement durable pour le plus grand bien de toute l’humanité.”

Des solutions pour les technologies émergentes

Le GSR-18 comportait un volet consacré à la croissance rapide des technologies émergentes et à la façon dont elles peuvent améliorer la vie des personnes en augmentant les échanges de données, la productivité et la connectivité.

Comme l’ont fait remarquer plusieurs intervenants, le nombre de dispositifs IoT connectés dépassera bientôt les 20 milliards, le développement des plates-formes 5G pourrait générer des milliers de milliards de dollars de recettes avant la fin de la prochaine décennie, et l’intelligence artificielle est en passe de révolutionner la majeure partie des secteurs à travers le monde.

Poser les jalons de la 5G : Possibilités et défis

Un rapport de l’UIT intitulé “Poser les jalons de la 5G: Possibilités et défis” sera publié prochainement et sera disponible [ici](#):





“Notre secteur progresse à une vitesse incroyable, et son développement ne se heurte qu’aux limites de notre imagination.”

Sorin Grindeanu,
Président du GSR-18 et
Président de l’ANCOM

“Notre secteur progresse à une vitesse incroyable, et son développement ne se heurte qu’aux limites de notre imagination”, a déclaré Sorin Grindeanu, Président du GSR-18 et Président de l’Autorité nationale chargée de l’administration et de la réglementation des communications (ANCOM) de la Roumanie.

Les incidences de ces changements technologiques majeurs touchent de nombreux secteurs et sont porteuses à la fois de possibilités et de défis pour les décideurs, les chefs d’entreprise et les régulateurs. Les participants au GSR-18 sont convenus que la rapidité et l’ampleur sans précédent dans cette évolution suscitent une dynamique de collaboration en vue d’élaborer une réglementation éclairée et efficace.

“Face à cette transformation, les régulateurs doivent jouer le rôle de “créateurs””, a déclaré Manish Vyas, Président responsable des secteurs des communications, des médias et du divertissement et P.-D.G. responsable des services de réseau de l’entreprise Tech Mahindra. C’est à eux que revient la tâche difficile d’exploiter les possibilités offertes par ces technologies émergentes et d’en tirer parti “d’une manière qui suscite un fort sentiment de sécurité chez les populations et les entreprises et dans le monde en général”

L’optimisme plutôt que la peur

Plus que jamais, les cyberattaques menacent la sécurité des pays, des entreprises et des personnes, et les progrès technologiques soulèvent de nouvelles préoccupations quant au respect de la vie privée et à la protection des données, entre autres questions. De nombreux intervenants ont mis en avant ces préoccupations pendant les débats du GSR-18, mais la tendance générale des participants était plutôt à l’optimisme.

“Nous devons veiller à ne pas nous perdre dans les détails, à ne pas nous laisser influencer par des discours alarmistes”, a déclaré Serge Droz, Vice-Président de l’équipe d’intervention en cas d’urgence informatique (CIRT) et Directeur du Conseil d’administration du Forum des équipes de sécurité et d’intervention en cas d’incidents (FIRST) de l’entreprise Open Systems. De nombreux intervenants se sont prononcés en faveur de la création d’infrastructures, de systèmes et de réglementations robustes qui tirent parti des technologies pour favoriser les “gens intègres” et pour produire des avantages pour la société dans son ensemble.

“Par nature, la technologie n’est ni bonne ni mauvaise”, a déclaré Neil Sahota, Maître inventeur chez IBM et chef du développement commercial mondial de l’IMB Watson Group. “Nous pouvons l’utiliser pour créer ou pour détruire. C’est à nous qu’il appartient de décider ce qu’il convient de faire de ces outils.”

A la recherche d’un équilibre entre réglementation et innovation

De nombreux débats du GSR-18 ont porté sur l’exercice complexe auquel sont confrontés les régulateurs et qui consiste à trouver un équilibre dans la réglementation des technologies émergentes en répondant aux préoccupations liées à la sécurité ou à la confidentialité sans limiter l’innovation ou le développement.

“L’évolution rapide que nous connaissons exige des réponses réglementaires tout aussi rapides”, a déclaré Nerida O’Loughlin, Présidente et Directrice de l’Autorité australienne des communications et des médias. “Cela signifie qu’il nous faudra sans doute agir avant d’avoir pu mettre au point le cadre réglementaire parfait.” Elle a toutefois recommandé d’exercer la plus grande prudence vis-à-vis de la réglementation préventive. “En tant que régulateurs, nous devons veiller à ne pas devancer la technologie en essayant de réglementer une menace que nous ne parvenons pas vraiment à définir, et encore moins à comprendre.”

Le Président de la Commission fédérale des communications (FCC) des Etats-Unis, Ajit Pai, a observé que les gouvernements devaient résister à la tentation de réglementer les nouvelles technologies en leur appliquant des cadres dépassés. “Je suis d’avis que, lorsqu’il s’agit des nouvelles technologies, l’humilité devrait être l’un des principes fondamentaux que devraient suivre les gouvernements lors de l’élaboration de la réglementation”, a-t-il déclaré.

“Il faut trouver un équilibre pour veiller à ne pas compromettre l’innovation, tout en évitant d’ouvrir la voie à des problèmes que nous aurons du mal à résoudre dans l’avenir”, a ajouté M. Sahota.

“Tout l’enjeu consiste à créer un environnement sécurisé dans lequel l’innovation peut pleinement s’exprimer”, a déclaré Ba Bocar, Président-Directeur général du Samena Telecommunications Council et Président de la réunion des Directeurs de la réglementation et du Groupe consultatif de professionnels chargés des questions de développement. “Nous devons considérer les objectifs visés: Que cherchons-nous à accomplir? Que voulons-nous faire? Comment envisageons-nous l’avenir de notre société? Dans ce contexte, l’harmonisation et la collaboration sont des impératifs.”

Aller de l’avant ensemble

Les quatre jours du GSR-18, constitués de réunions interactives, de réunions parallèles et d’un dialogue continu, ont été caractérisés par un thème récurrent: l’engagement partagé d’accomplir la mission centrale de l’UIT qui consiste à tirer parti des TIC pour améliorer le bien-être des populations.

A cette fin, le GSR-18 a publié des rapports, des documents de travail, ainsi que des Lignes directrices sur les bonnes pratiques relatives aux nouvelles frontières réglementaires pour réussir la transformation numérique, autant de produits qui traduisent l’esprit de collaboration dans lequel s’est déroulée la conférence.

“Aucune loi ne pourra nous donner une solution unique”, a déclaré Raquel Gatto, Conseillère politique régionale de l’Internet Society (ISOC). “Aucune entreprise ne pourra à elle-seule y parvenir. C’est un objectif qui exige l’action de tous, et je suis certaine que nous y arriverons.”

Réussir la transformation numérique – Bonnes pratiques et contributions des régulateurs

Chaque année, le Colloque mondial des régulateurs (GSR-18) produit des résultats importants, parmi lesquels la publication de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques.

Voici les **Lignes directrices de 2018 sur les bonnes pratiques relatives aux nouvelles frontières réglementaires pour réussir la transformation numérique**, telles qu'elles ont été approuvées et adoptées lors du **GSR-18**.

Contributions des régulateurs

Il va sans dire que les gouvernements et les régulateurs ont un rôle essentiel à jouer pour repousser les frontières réglementaires vers de nouveaux horizons et instaurer un environnement favorable et fiable pour réussir la transformation numérique.

C'est pour cette raison que les autorités nationales de régulation ont été invitées, dans le cadre du processus de consultation en amont du GSR-18, à identifier les mesures politiques, réglementaires et économiques nouvelles et inédites qui sont nécessaires pour s'adapter à l'environnement en mutation, protéger les personnes et les biens et garantir la confiance, afin que la transformation numérique puisse réaliser tout son potentiel.

Bonnes pratiques

Les bonnes pratiques identifiées et adoptées pendant le GSR-18 aideront les décideurs à:

- exploiter le potentiel des technologies émergentes au service de la transformation numérique;
- promouvoir des modèles économiques et des modèles d'investissement à l'appui de la transformation numérique;
- permettre des approches politiques et réglementaires pour garantir la poursuite de l'innovation et du progrès.





Suivre la réglementation des TIC

Au GSR-18, l'UIT a présenté **l'outil de suivi réglementaire des TIC** qui repose sur des données factuelles et vise à aider les décideurs et les régulateurs à analyser et à mieux comprendre l'environnement réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que la maturité des cadres réglementaires nationaux.

Cet outil peut contribuer à recenser les lacunes dans la réglementation existante et servir de guide pour les réformes réglementaires.

Constamment redéfinir les ensembles de données

L'UIT a lancé cet outil en 2013 et s'emploie depuis à redéfinir et améliorer les ensembles de données.

Actuellement, il s'agit du seul outil d'évaluation globale de la réglementation des TIC commun à 190 pays.

Au-delà de la question de l'évaluation, l'UIT a mis en place un nouvel axe de travail sur la réglementation passée, actuelle et future, qui permet d'en appréhender l'évolution et d'étudier quelques-unes des questions épineuses que pose la transformation numérique.

Certaines des études et analyses élaborées figurent dans le rapport de l'UIT sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC publié l'année dernière, en 2017. L'édition de 2018 de ce rapport sortira dans quelques mois.

Evaluer la collaboration en matière de réglementation

L'UIT s'est penchée sur le niveau de collaboration entre l'autorité de régulation des télécommunications et celle chargée de la concurrence au sein de ses Etats Membres. Cette étude figurera dans le rapport sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC à paraître en 2018.

En voici quelques conclusions:

- L'autorité de régulation des télécommunications et celle chargée de la concurrence collaborent dans 90 pays.
- Cinquante pour cent collaborent de façon informelle en ce qui concerne la réglementation des technologies de l'information et de la communication (TIC).
- Trente pour cent ont codifié leur collaboration au moyen d'accords formels ou de lois.

- Dans plusieurs pays, une commission mixte a été créée pour faciliter la collaboration.
- La collaboration est la plus forte en Europe, dans les Amériques et en Afrique.
- En revanche, il n'existe toujours aucune forme de collaboration dans 40 pays.
- Dans 46 pays, deux organismes distincts sont chargés des télécommunications et des questions de concurrence.

Rapport sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC à paraître en 2018

L'UIT examine également les pratiques de collaboration entre les régulateurs des TIC et les autorités de protection des consommateurs et de leurs données, les organismes financiers et les organismes de réglementation, l'autorité de radiodiffusion et toute autorité chargée des questions liées à l'Internet.

L'UIT se réjouit de déterminer, avec les parties prenantes, le niveau de collaboration entre les institutions en ce qui concerne la réglementation des TIC, ce qui permettra de faire fond sur ses études pour élaborer des pratiques optimales et tirer des enseignements et d'en faire profiter ses Membres.





GLOBAL ICT REGULATORY OUTLOOK 2017

Le rapport de l'UIT sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde publié en 2017, le premier d'une série de rapports annuels portant sur l'évolution commerciale et réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les incidences de cette évolution sur l'économie, est disponible [ici](#).

Parmi les nombreuses conclusions du rapport, celle qui suit est particulièrement importante :

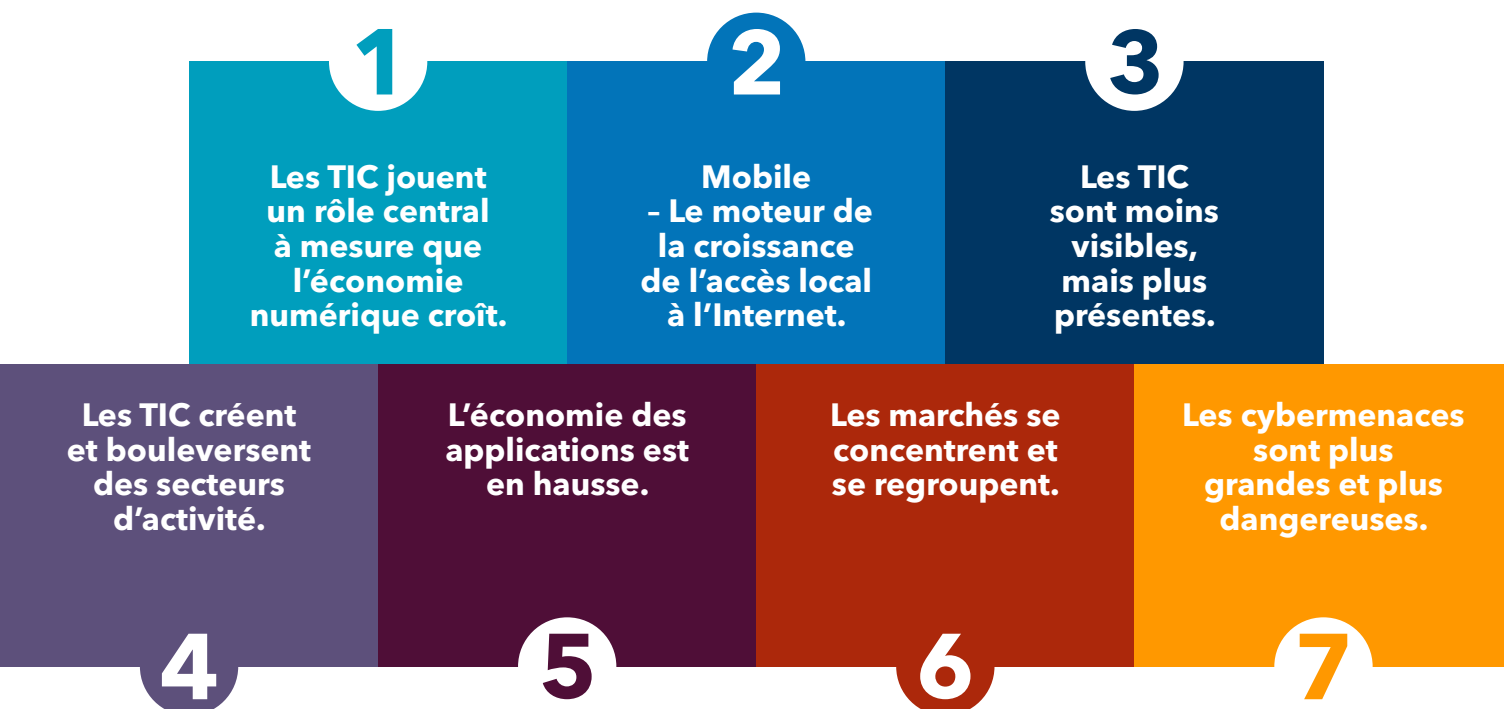
La transition vers une stratégie réglementaire plus ouverte et collaborative et le rôle joué par le régulateur des technologies de l'information et de la communication (TIC) à cet égard seront d'une importance capitale pour ce qui est d'exploiter l'immense potentiel de l'économie numérique, dans l'intérêt non seulement des consommateurs et des entreprises, mais également des 3,9 milliards de personnes qui ne sont toujours pas connectées à l'Internet.

Country	C1: Regulatory Authority	C2: Regulatory Monitor	C3: Regulatory Regimes	C4: Competition Framework	Overall Score
Albania	18.00	17.00	26.00	24.00	95.00
Algeria	17.00	17.00	18.00	12.00	64.00
Andorra	9.00	9.00	9.00	9.00	35.00
Angola	17.00	20.00	18.00	10.00	65.00
Antigua & Barbuda	9.00	11.00	9.00	19.00	48.00
Argentina	18.00	20.00	24.00	28.00	90.00
Armenia	19.00	18.00	18.00	28.00	93.00

Cliquez [ici](#) pour accéder à l'outil de suivi réglementaire des TIC mis à disposition par l'UIT

Sept grandes tendances

Evolutions des marchés des TIC



Evolutions des environnements réglementaires



Pour en savoir plus, voir l'intégralité du [résumé](#).
Ne manquez pas l'édition de 2018, à paraître prochainement!



Shutterstock

En quoi une technologie centrée sur l'humain favorise-t-elle la confiance du consommateur?

Pour les régulateurs et les entreprises, le renforcement de la confiance du consommateur constitue une priorité dans l'économie intelligente actuelle fondée sur les données. Paradoxalement, ce sont justement les technologies émergentes reposant sur les données, telles que l'intelligence artificielle, qui mettent en cause la confiance des consommateurs.

Pour comprendre en quoi il est difficile de renforcer la confiance des consommateurs dans un monde fondé sur les données, il est important d'examiner le rôle de ces dernières dans l'économie intelligente. C'est précisément ce qui a été fait pendant l'édition de 2018 du Colloque mondial des régulateurs (GSR), lors de la session intitulée «L'humain au centre de l'économie: comment protéger les

données personnelles dans une économie intelligente fondée sur les données?»

Les participants, des représentants des secteurs public et privé, ainsi que des spécialistes de la réglementation, ont fourni des éléments d'information essentiels sur le développement de la technologie centrée sur l'humain, en proposant plus qu'un simple exposé de la situation actuelle.

Sur quoi sont-ils tombés d'accord? Au terme des débats, il est apparu clairement que pour renforcer la confiance des consommateurs, les acteurs publics et privés doivent travailler de concert pour veiller à ce que l'économie intelligente fondée sur les données soit dirigée par et pour les personnes physiques, en plaçant les intérêts et les droits des utilisateurs au cœur de la réflexion.

Pourquoi mettre l'humain au centre?

Les intervenants ont estimé que le fait d'être propriétaire de ses données personnelles et de les contrôler confère une autonomie accrue, pour deux raisons. Tout d'abord, cela permet aux consommateurs de participer activement – et de manière consciente – à l'économie intelligente fondée sur les données.

Stephen Bereaux, Directeur exécutif de l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) des Bahamas, a plaidé en faveur du contrôle des consommateurs. «Lorsque vous cliquez pour accepter, c'est un acte de vente, qui ne concerne pas seulement ce que vous pensiez être en train d'acheter – il s'agit de la vente de vos données», a-t-il déclaré. M. Bereaux a incité à sensibiliser les personnes pour s'assurer qu'elles ont toutes la même connaissance de leurs droits en tant que consommateurs, aussi bien lorsqu'elles effectuent des transactions en ligne que lorsqu'elles sont hors ligne.

La seconde raison pour laquelle la propriété et le contrôle de leurs données par les consommateurs accroissent leur autonomie est qu'ils sont ainsi libres de choisir. Avoir le droit de choisir comment leurs données sont collectées, utilisées, partagées et stockées renforce la confiance des consommateurs. C'est la raison pour laquelle Danielle Jacobs, Présidente du Groupe des utilisateurs des télécommunications internationales (INTUG), a assuré aux participants que le secteur privé souhaite protéger les données personnelles. Elle a expliqué en détail la manière dont celui-ci se prépare à passer au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne.

Mme Jacobs a indiqué qu'il s'agit de préparatifs difficiles, ce qui souligne combien il est nécessaire et délicat de renforcer la confiance des consommateurs dans l'économie actuelle.



“ Lorsque vous cliquez pour accepter, c'est un acte de vente, qui ne concerne pas seulement ce que vous pensiez être en train d'acheter – il s'agit de la vente de vos données. ”

Stephen Bereaux, Directeur exécutif,
Autorité de réglementation des
services d'utilité publique et de
la concurrence des Bahamas

Pourquoi maintenant?

La volonté d'accroître la confiance des consommateurs découle de la reconnaissance du fait qu'il existe des écarts au sein de l'économie intelligente fondée sur les données.

Pour Dan Hayden, Responsable des stratégies en matière de données chez Facebook, certains de ces écarts – en matière d'éducation, d'autonomisation, concernant le fait d'être informé, d'avoir confiance, de pouvoir contrôler – sont des défis partagés par le secteur privé et le secteur public. A ses yeux, «Facebook est une entreprise fondée sur les données et, malgré sa grande envergure, les régulateurs et elle sont face à un problème commun».



**“ Nous savons
que nous devons
travailler ensemble et
de manière intégrée
afin de trouver un
consensus au niveau
régional, mais aussi
mondial. ”**

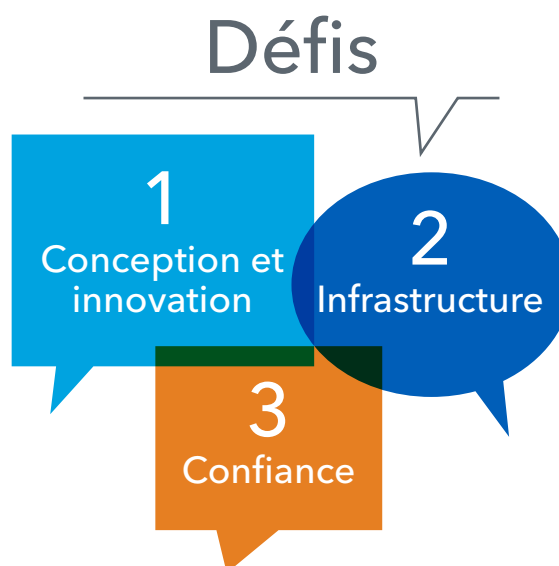
Hannia Vega, Présidente du
Conseil, Conseil supérieur
des télécommunications
du Costa Rica

Il est temps désormais d'accroître la confiance des consommateurs, car comme l'a fait remarquer M. Hayden, «Vous aurez à passer par le numérique et les données. Que cela fasse partie de votre présent ou non, cela sera certainement au coeur de votre futur».

Le renforcement de la confiance des consommateurs est essentiel pour une autre raison. L'économie intelligente fondée sur les données a le potentiel de faire progresser la réalisation des Objectifs de développement durable et de transformer l'expérience des citoyens, dans leur intérêt. Pour réaliser ce potentiel avant le délai fixé, en 2030, l'adhésion des consommateurs est nécessaire. Celle-ci est un préalable au sentiment d'autonomisation du consommateur et à sa confiance dans l'économie d'aujourd'hui. Les participants se sont accordés sur le fait que la conception de la technologie – et de la réglementation – en plaçant l'humain en son centre renforce la confiance du consommateur.

Les défis

Les participants ont abordé trois défis relatifs au développement d'une technologie centrée sur l'humain dans l'économie intelligente fondée sur les données. Ces défis sont les suivants: 1) conception et innovation; 2) infrastructure; et 3) confiance.



Les difficultés en matière de conception et d'innovation se posent à la fois au niveau réglementaire et au niveau des produits.

Selon M. Hayden, les fournisseurs de services numériques rencontrent des contraintes lorsqu'il s'agit de construire des produits à la fois rapides et accessibles, tout en tenant compte des questions de transparence et d'éducation. Le défi auquel les régulateurs sont confrontés est le suivant: comment créer des réglementations qui renforcent la confiance du consommateur sur toute la ligne?

Accroître la confiance dans une société fondée sur les données

Dans un monde de plus en plus fondé sur les données, une réglementation prudente sera essentielle pour tirer parti des avantages que ces données apportent, tout en atténuant les risques qui y sont associés.

“ Ne vous y trompez pas, nous sommes désormais au cœur de la quatrième révolution industrielle, qui repose sur les données. Aujourd’hui, la planification et l’exécution de n’importe quel programme nécessitent une grande quantité de données. ”

Godfrey Mutabazi, Directeur exécutif de la Commission des communications de l'Ouganda

Les données façonnent la planification dans des domaines tels que l'industrie manufacturière, l'agriculture et l'éducation. Elles sont présentes partout, des cartes d'identité aux passeports, en passant par l'enregistrement des naissances. Etant donné la prévalence des données dans la société, les régulateurs doivent se pencher sur la question de leur protection en vue d'accroître la confiance, a déclaré M. Mutabazi.



Pour en savoir plus, regardez la **vidéo** du GSR-18

Consultez la liste complète des **entretiens vidéo** du GSR-18.

James M. Kilaba, Directeur général de l'Autorité de régulation des communications de la Tanzanie (TCRA), a mis l'accent sur le caractère fondamental de la confiance pour assurer le succès de la transformation numérique, et sur le fait que les réglementations relatives aux nouvelles technologies sont nécessaires afin que les consommateurs aient confiance dans les services qui font appel aux nouvelles technologies numériques.

Sans y faire allusion de manière explicite, les intervenants ont donné une idée de la nature nuancée des obstacles qui gênent le développement de la technologie centrée sur l'humain dans différents contextes.

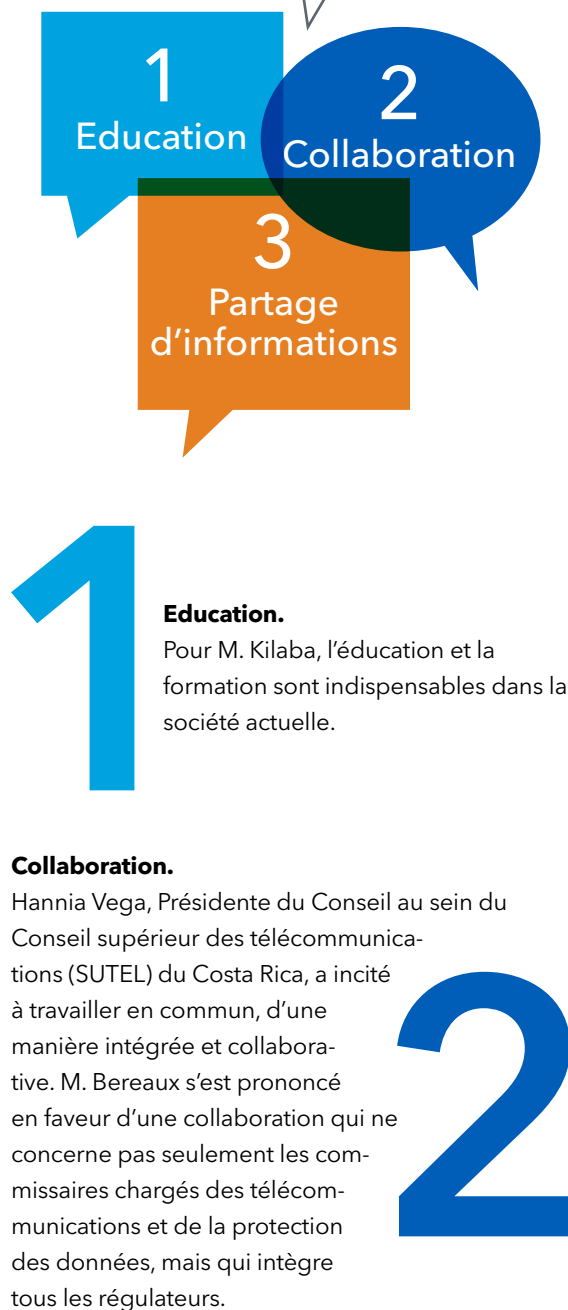
Par exemple, Godfrey Mutabazi, Directeur exécutif de la Commission des communications (UCC) de l'Ouganda, a cité l'infrastructure parmi ces obstacles. A ses yeux, une infrastructure informatique fiable est essentielle pour permettre la collecte, la transmission et le traitement des données.

M. Mutabazi a aussi évoqué l'inquiétude du public ougandais face à de possibles atteintes à la vie privée en expliquant: «Pour eux, le gouvernement, c'est «Big Brother»». (Voir l'entretien vidéo).

Comment relever ces défis?

Au cours de la session, trois solutions principales au défi que représente le développement de la technologie centrée sur l'humain sont ressorties des débats. Ces solutions sont 1) l'éducation; 2) la collaboration et 3) le partage d'informations.

Solutions



Partage d'informations.

M. Mutabazi a évoqué la manière dont l'Ouganda facilite le partage d'informations. Tout d'abord, le pays a mis en place l'Autorité nationale pour les technologies de l'information (NITA) afin de permettre aux organismes publics d'accélérer la généralisation du numérique. Ensuite, l'Ouganda est en train de créer un service d'information numérique qui regroupera les renseignements individuels pour ses citoyens.

Conclusion

Dans le cadre plus large du GSR-18, la session intitulée «L'humain au centre de l'économie» a mis en lumière les incertitudes liées aux technologies émergentes et à l'économie fondée sur les données. La session s'est aussi appuyée sur les thèmes de la collaboration, de l'autonomisation et de la transparence, qui ont constitué la trame de fond des débats.

L'intérêt de la session est qu'elle a permis de montrer l'importance de toujours se concentrer sur l'utilisateur pour renforcer la confiance dans l'économie intelligente fondée sur les données.



Tirer les bénéfices des identités numériques

A l'heure où la vie des personnes se passe de plus en plus en ligne, les pays réfléchissent à des services d'identité numérique afin de fournir des preuves juridiques d'identité et de rendre les services plus accessibles aux citoyens. De cette manière, les identités numériques pourraient aussi soutenir les efforts des pays pour réaliser les Objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies (ODD) et les cibles qui y sont associées.

C'est sur ce thème qu'a porté le débat intitulé «L'identité numérique à travers différentes plateformes peut-elle aider à réaliser les ODD et à encourager l'inclusion pour tous?». Les intervenants, un ensemble de dirigeants des secteurs public et privé, ont discuté des possibilités qu'offrent

les identités numériques, et des difficultés qui y sont liées.

«Dans le monde numérique, nous effectuons tous des transactions numériques, a déclaré Ram-Sewak Sharma, Président de l'Autorité de régulation des télécommunications de l'Inde (TRAI). Par conséquent, les questions «Qui êtes-vous?» et «Êtes-vous la personne que vous prétendez être?» doivent recevoir une réponse numérique.»

Parmi les principaux sujets abordés lors des débats figurent les avantages des identités numériques, avec des exemples du Ghana et d'Oman, le rôle des opérateurs mobiles, ainsi que l'importance de la réglementation pour créer des infrastructures de l'identité numérique sûres et fiables.

Les arguments en faveur des identités numériques

Plus d'un milliard de personnes dans le monde ne possèdent aucune preuve d'identité juridique. Afin de combler cette lacune et de réaliser la cible 16.9 des ODD – garantir à tous une identité juridique –, les pays se tournent de plus en plus vers des systèmes d'identité électronique.

Ces systèmes permettent notamment d'empêcher le vol d'identité et d'augmenter l'accès aux services d'informations sur la santé et de systèmes financiers, entre autres, qui peuvent contribuer à la croissance de l'économie numérique et donner aux citoyens plus de moyens d'agir.

"Si un système d'identité est inclusif et unique, cela profite au citoyen comme au gouvernement", a déclaré M. Sharma.

Au Ghana, l'autorité gouvernementale d'identification nationale (NIA) a créé la Ghana Card, une carte biométrique qui regroupe des systèmes d'identité existants, notamment les permis de conduire, les cartes de sécurité sociale et les cartes d'assurance maladie au sein d'une "identité numérique harmonisée", a déclaré Joe Anokye, Directeur général de l'Autorité nationale des communications (NCA) du Ghana.

Comme il l'a expliqué, "Le Gouvernement a proposé d'avoir une seule carte d'identité nationale, une carte d'identité qui définisse son détenteur comme un Ghanéen et qui contienne des applications de sorte qu'elle serve d'interface avec des services existants".



“ Le Gouvernement a proposé d'avoir une seule carte d'identité nationale. ”

Joe Anokye,
Directeur général de
l'Autorité nationale des
communications (NCA), Ghana

"A Oman, où le premier système d'identité numérique a été créé en 2002, le Gouvernement travaille avec des fournisseurs de services mobiles et avec des agences chargées de l'application de la loi afin de passer de services traditionnels à des services électroniques", a expliqué Yahya Salim Alazri, Directeur du Centre national de certification électronique (infrastructure PKI nationale d'Oman), Autorité des technologies de l'information d'Oman.

A ses yeux, ces efforts contribuent à gagner en efficacité et à créer une société plus inclusive. "La question est de savoir comment adopter cette technologie, comment la rendre effectivement accessible aux personnes et aux entités publiques."



“ La question est de savoir comment adopter cette technologie, comment la rendre effectivement accessible aux personnes et aux entités publiques. ”

Yahya Salim Alazri,
Directeur du Centre national
de certification électronique
(infrastructure PKI
nationale d'Oman),
Autorité des technologies
de l'information d'Oman

Le rôle du mobile

“Le mobile, qui touche souvent l'ensemble des strates de la société, toutes cultures et tous niveaux de salaire confondus, peut jouer un rôle essentiel pour soutenir des projets relatifs à l'identité numérique, a déclaré Yasmina McCarty, Chef de l'équipe Mobile for Development (M4D) de la GSMA. Une fois que l'on dispose de cette identité, cela donne accès à tous ces services qui améliorent la qualité de vie.»

Elle a recensé cinq manières par le biais desquelles les opérateurs mobiles pourraient contribuer à soutenir les systèmes d'identité numérique.

Premièrement, les opérateurs mobiles peuvent favoriser la participation des citoyens. Mme McCarty a expliqué qu'au Pakistan par exemple, un partenariat entre le gouvernement et, notamment, Telenor Pakistan, l'UNICEF et la GSMA visant à encourager l'enregistrement des naissances sur mobile a entraîné une augmentation de 200% de ces enregistrements.

Deuxièmement, les opérateurs mobiles peuvent contribuer à faire passer les systèmes d'identité physique existants au numérique, comme l'illustrent par exemple les efforts récemment déployés par la Tanzanie pour passer au tout numérique pour ses services.

Troisièmement, les opérateurs peuvent renforcer les capacités des administrations en matière de connaissance de la clientèle, en fournissant des données précieuses qui aident les gouvernements à adapter leurs services.



“ Une fois que l'on dispose de cette identité numérique, cela donne accès à tous ces services qui améliorent la qualité de vie. ”

Yasmina McCarty,
Chef de l'équipe Mobile for
Development (M4D) de la GSMA

Changement de modèle des nouvelles réglementations

Dans le cadre d'un entretien accordé à l'occasion du GSR18, Ram Sewak Sharma, Président de l'Autorité de régulation des télécommunications de l'Inde (TRAI), a expliqué qu'un changement de modèle était nécessaire, avec de nouvelles réglementations et de nouvelles lois.

“Presque chaque jour, de nouvelles technologies et innovations apparaissent.”

Ram Sewak Sharma, Président de la TRAI

“Les lois et les systèmes réglementaires qui ont été mis en place sont essentiellement applicables à un monde qui appartient au passé, estime-t-il. Nombre de ces concepts et principes, si vous les appliquez aussi au monde virtuel, deviennent écrasants. Ils ne saisissent pas la véritable essence du monde virtuel.”



Pour en savoir plus, regardez la [vidéo](#) du GSR-18

Consultez la liste complète des [entretiens vidéo](#) du GSR-18

Quatrièmement, les opérateurs mobiles peuvent contribuer à proposer aux utilisateurs une identité fonctionnelle qui leur permette d'intégrer un profil et de se connecter directement à des services, ce qui est particulièrement intéressant pour des groupes auparavant tenus à l'écart, tels que les populations rurales et les femmes.

Enfin, le secteur mobile peut aider à fournir une authentification pour empêcher la diffusion de fausses informations et pour offrir la confiance nécessaire afin de relier les citoyens à des services de cybergouvernement, de cybersanté et de commerce en ligne, par exemple.

Une réglementation nécessaire

La réglementation est essentielle pour garantir “la solidité, la sécurité et la fiabilité” des systèmes d'identité numérique, a déclaré M. Sharma. “Dans un monde connecté, où nous pouvons créer de multiples identités, on peut facilement usurper des identités ou en voler. Du point de vue de la sécurité aussi, il est important de disposer d'une infrastructure très solide de l'identité numérique.”

“Les préoccupations relatives à la sécurité sont de plus en plus justifiées à l'heure où l'empreinte numérique des individus augmente, a déclaré Yvette Ramos, Directrice générale d'une entreprise de propriété intellectuelle située à Genève et Vice-Présidente chargée des relations extérieures du Réseau international des femmes ingénieurs et scientifiques (INWES). Dans le futur, chacun de nous possèdera un clone numérique à jour. Les activités doivent être réglementées, sinon ce sera le chaos.”

Pour Annegret Groebel, Directrice du Département des relations internationales de l'Autorité nationale de régulation de l'Allemagne (BNetzA) et Vice-Présidente du Conseil d'administration du Conseil des régulateurs européens de l'énergie (CEER),

“Tout système d’identité numérique doit aborder les questions de sécurité des données, de protection des données et de respect de la vie privée.” En plus des règles visant à définir qui possède les données et qui y a accès, Mme Groebel a indiqué l’importance d’éduquer les utilisateurs et de rendre les systèmes conviviaux. “Nous devons nous assurer qu’ils ont le droit de choisir qui ils invitent à utiliser leurs données”, a-t-elle expliqué.

Par-dessus tout, comme l’a dit Mme McCarty, une approche coordonnée entre les régulateurs et le secteur privé peut contribuer à limiter les risques de duplication, à favoriser l’interopérabilité et à renforcer la sécurité des identités numériques, afin que les citoyens et les gouvernements puissent en tirer profit. “Afin de s’assurer la confiance du consommateur, les gouvernements et les entreprises doivent travailler main dans la main.”



“ Nous devons nous assurer qu’ils ont le droit de choisir qui ils invitent à utiliser leurs données. ”

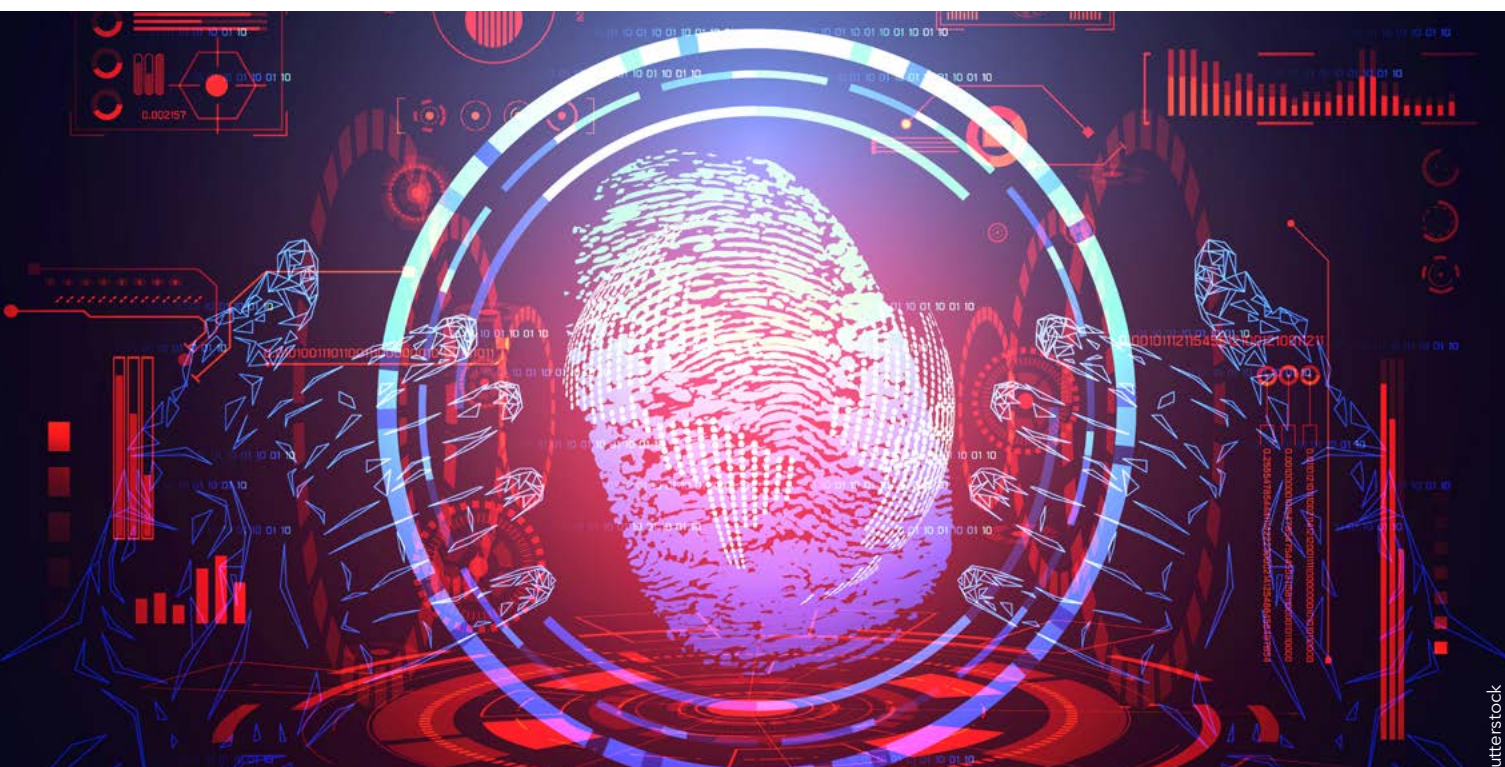
Annegret Groebel,
Directrice du Département
des relations internationales
de l’Autorité nationale de
régulation de l’Allemagne
(BNetzA) et Vice-Présidente
du Conseil d’administration
du Conseil des régulateurs
européens de l’énergie (CEER)

Le projet de l’UIT sur l’identité numérique au service du développement



L’UIT encourage le développement de l’économie numérique et aide les Etats Membres à déployer des initiatives relatives à l’identité numérique qui permettent la mise en place de services à valeur ajoutée dans la plupart, sinon dans l’ensemble, des domaines de l’économie numérique, et notamment les services financiers, la santé, l’agriculture ou encore l’éducation. Le projet comporte un Guide – feuille de route pour l’identité numérique, conçu pour offrir une orientation pratique aux pays en ce qui concerne l’élaboration d’un plan visant à mettre en place un cadre national en matière d’identité numérique.

Le Guide – feuille de route pour l’identité numérique est disponible [ici](#).



Encourager une intelligence artificielle sûre

A l'heure où l'intelligence artificielle est de plus en plus intégrée aux technologies de l'information et de la communication (TIC) sur lesquelles reposent nos entreprises, nos sociétés et nos vies, les régulateurs sont confrontés à la tâche complexe de limiter les risques et d'optimiser les avantages qu'elle présente.

Les machines dotées d'une intelligence artificielle sont capables de passer au crible et d'interpréter d'énormes quantités de données provenant de différentes sources pour mener à bien une large gamme de tâches.

L'essor de l'intelligence artificielle s'accompagne de plusieurs oppositions – entre les risques et les possibilités, entre l'homme et la machine, ou encore entre les contraintes et les catalyseurs. Les régulateurs doivent tenir compte de ces problèmes et de

ces incertitudes afin de créer une infrastructure sûre pour le développement de l'intelligence artificielle.

Pour Anastassia Lauterbach, Directrice générale de l'entreprise 1AU-Ventures, «L'intelligence artificielle est une chose incroyablement pratique. De plus en plus, elle est intégrée partout. Que vous exerciez une profession médicale ou bien que vous soyez ouvrier ou même agriculteur, vous aurez affaire à des applications de l'intelligence artificielle».

Risques et possibilités

Lors des discussions sur l'intelligence artificielle tenues lors de la manifestation thématique du GSR-18, intitulée «Dialogue mondial sur l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et la cybersécurité – Problèmes et perspectives sur le plan politique et réglementaire», les participants ont admis que les

Comment l'intelligence artificielle va changer le monde que nous connaissons

L'époque où l'intelligence artificielle constituait une possibilité technologique de niche est dépassée depuis longtemps.

L'intelligence artificielle est l'une des technologies les plus puissantes au monde. Elle recèle un potentiel immense pour bouleverser et définir nos activités, nos sociétés et nos vies, comme l'a indiqué Anastassia Lauterbach, co-auteure de l'ouvrage *The Artificial Intelligence Imperative*, dans un entretien vidéo.

Internet a déjà bouleversé environ 20% de l'économie mondiale, et l'intelligence artificielle transformera le reste, a-t-elle poursuivi.

“Cela signifie qu'en ce moment même, 80% de l'économie est en train d'être transformée par l'intelligence artificielle.”

Anastassia Lauterbach,
Directrice générale de l'entreprise 1AU-Ventures



Pour en savoir plus, regardez cette [vidéo](#) du GSR-18.

Consultez la liste complète des [entretiens vidéo](#).

menaces potentielles en matière de cybersécurité que présente cette technologie sont la raison principale de la mise en place d'une réglementation.

«L'intelligence artificielle peut vraiment changer la donne, mais elle peut avoir des répercussions très graves et causer certains problèmes», a déclaré M. Kemal Huseinovic, Chef du Département des infrastructures, de l'environnement propice et des cyberapplications de l'UIT. Etant donné que les conséquences de l'intelligence artificielle en matière de changement global sont encore floues, Huseinovic a appelé les participants à être prudents et à respecter la réglementation.

«L'intelligence artificielle n'est pas capable de distinguer une vraie information d'une fausse», a expliqué Aleksander Stojanovic, Président exécutif et cofondateur de l'entreprise AVA. Il a décrit le cas de pirates informatiques ayant communiqué de fausses informations sur des embouteillages à un système reposant sur des informations participatives pour gérer la circulation urbaine, ce qui a entraîné des retards.

D'autres participants ont suggéré que la solution pour limiter les risques liés à l'intelligence artificielle pourrait se trouver dans le problème.

De l'avis de Neil Sahota, Maître inventeur chez IBM et Chef du développement commercial au niveau mondial pour le groupe IBM Watson, l'intelligence artificielle elle-même pourrait servir de rempart aux attaques. «Plus elle se renforce, plus la technologie de l'intelligence artificielle est capable d'anticiper des attaques que nous n'avons pas encore conçues.»

«Il est important de mettre au point des produits et des services qui se servent de l'intelligence artificielle pour lutter contre les cyberattaques de manière proactive, a déclaré Philip Reiting, Président et Directeur général de Global Cyber



“ Nous devons offrir des services auxquels la cybersécurité est intégrée. ”

Philip Reitinger, Président-Directeur général de Global Cyber Alliance

Alliance. Nous devons offrir des services auxquels la cybersécurité est intégrée. L'immense potentiel de l'intelligence artificielle réside dans sa capacité à fournir ces services sous-jacents d'une manière bien plus sûre.»

L'homme contre la machine

De nombreux participants se sont aussi demandé si les progrès de l'intelligence artificielle auront des répercussions négatives sur les personnes. Conclusion générale: «Le facteur humain primera toujours sur la technologie», comme l'a exprimé Luigi Rebuffi, Secrétaire général de l'Organisation européenne pour la cybersécurité (ECISO).

«Je ne m'inquiète pas vraiment du fait que les machines pourraient prendre le pas sur les êtres humains, a déclaré Serge Droz, Vice-Président de l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT) et Directeur du Conseil d'administration du Forum des équipes d'intervention et de

sécurité en cas d'incident (FIRST) d'Open Systems. J'ai peur de me noyer dans un marécage de machines imparfaites.»

Les ingénieurs continueront de jouer un rôle essentiel dans la création d'algorithmes inclusifs, sûrs et efficaces. Comme l'a expliqué Ilia Kolochenko, Directrice générale de l'entreprise High-Tech Bridge, «Certaines personnes s'imaginent qu'avec l'intelligence artificielle, on peut se passer de l'humain. Non: la technologie de l'intelligence artificielle a seulement les capacités des personnes qui la conçoivent.»

«Cela crée un besoin de spécialistes expérimentés, a expliqué Miho Naganuma, responsable au sein du bureau de recherche réglementaire et de la division chargée de la stratégie en matière de cybersécurité de la NEC Corporation. La dernière décision doit être prise par l'être humain.»



“ La dernière décision doit être prise par l'être humain. ”

Miho Naganuma, responsable au sein du bureau de recherche réglementaire et de la division chargée de la stratégie en matière de cybersécurité de la NEC Corporation

Comment rendre l'intelligence artificielle inclusive et éthique

La réglementation relative à l'intelligence artificielle doit non seulement tenir compte des questions de sûreté et de sécurité, mais également de l'inclusion et de l'éthique, comme les participants à la table ronde sur l'intelligence artificielle au service du développement l'ont fait remarquer.

“ Nous devons tous nous engager dans ces systèmes avec les yeux grand ouverts et en abordant dès le départ les questions et les préoccupations d'ordre éthique. ”

Michael Best
Directeur de l'Institut pour l'informatique et la société de l'Université des Nations Unies (UNU CS) et Professeur associé à la Sam Nunn School of International Affairs, ainsi qu'à la School of Interactive Computing, Georgia Institute of Technology



Pour en savoir plus, regardez cette [vidéo](#) du GSR-18.

Consultez la liste complète des entretiens [vidéo](#) du GSR-18.

Au lieu de remplacer les humains, l'intelligence artificielle nous permet d'«aller au-delà de ce que les humains peuvent définir» en réalisant des tâches lourdes ou prosaïques, et nous aide à voir «plus loin que ce que nous pouvions imaginer», a indiqué Benedict Matthew, responsable des comptes chez Dark Trace.

La réglementation doit favoriser une «intelligence artificielle centrée sur l'humain, a soutenu Aaron Kleiner, Directeur, Industry Assurance & Policy Advocacy, chez Microsoft. L'intelligence artificielle ne remplace pas les humains; en réalité, elle leur permet de faire plus».

Contraindre ou permettre

Dans de nombreux débats relatifs à l'intelligence artificielle, les participants ont aussi évoqué la nécessité d'un équilibre réglementaire entre le fait d'encourager l'innovation et de garantir la sécurité et la confiance.

Pour M. Droz, «Le fait de garantir la fiabilité de l'information deviendra le pilier principal d'une intelligence artificielle et de services fiables».

«Toute intelligence artificielle qui se veut compétitive doit veiller à utiliser de manière utile des données et des filtres appropriés», a ajouté M. Stojanovic.

Giedre Balcyte, Directrice chargée de la gouvernance et du développement international au sein de Norway Registers Development (NRD), a mis l'accent sur l'importance de mettre au point des cadres permettant d'assurer la sécurité.

«En fin de compte, la technologie peut permettre de résoudre des problèmes, mais elle ne peut pas les résoudre de manière autonome, a-t-elle indiqué. Si nous ne disposons ni des organisations



“En fin de compte, la technologie peut permettre de résoudre des problèmes, mais elle ne peut pas les résoudre de manière autonome.”

Giedre Balcytyte, Directrice chargée de la gouvernance et du développement international au sein de Norway Registers Development

ni des capacités adaptées, nous pouvons à peine envisager de nous attaquer à de nouveaux défis technologiques.»

Pour Mme Lauterbach, «Les développeurs de solutions d'intelligence artificielle et les régulateurs dans ce domaine doivent aussi tenir compte des questions éthiques, et notamment du niveau d'inclusion qu'auront les algorithmes. L'harmonisation des objectifs entre les services automatisés et les humains est une question qui relève de la conception, du codage et du fait de traduire ces principes en modèles économiques actuels et futurs».

«Pour progresser vers la réglementation la plus efficace et sûre qui soit en matière d'intelligence artificielle, a-t-elle poursuivi, nous devons améliorer notre connaissance de la technologie, et les décideurs, les entreprises et les régulateurs devront adopter une approche coordonnée – deux thèmes au coeur des débats du GSR 18.»

Mohammad N. Azizi, Président de l'Autorité de régulation des télécommunications d'Afghanistan (ATRA), a aussi mis en lumière l'importance de la coordination. Comme il l'a expliqué, dans un monde où la cybersécurité de l'intelligence artificielle et de l'Internet des objets est de plus en plus déterminante dans plusieurs domaines, en particulier en ce qui concerne la santé numérique, l'infrastructure numérique, ainsi que les systèmes de sécurité et de transport, «Ce qui est important, c'est que les autorités chargées de l'application de la loi et les régulateurs ne peuvent fonctionner en vase clos. Ils doivent vraiment travailler ensemble.»



“Ce qui est important, c'est que les autorités chargées de l'application de la loi et les régulateurs ne peuvent fonctionner en vase clos. Ils doivent vraiment travailler ensemble.”

Mohammad N. Azizi, Président de l'Autorité de régulation des télécommunications d'Afghanistan

Jeter les bases de la gouvernance de l'intelligence artificielle

Urs Gasser nous parle du document de travail relatif à l'intelligence artificielle au service du développement qu'il a co-écrit en s'appuyant sur une série de conversations tenues l'année dernière avec des décideurs du monde entier.

M. Gasser cite plusieurs avantages et utilisations positives de l'intelligence artificielle en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies, et aborde certains défis à relever, notamment les préoccupations relatives à la fracture numérique entre les hommes et les femmes.

“ «Comment nous assurer que cette nouvelle génération de technologies bénéficie à toute la population de la même manière?» ”

Dr Urs Gasser,
Executive Director of the **Berkman Klein Center**
for Internet & Society at Harvard University and
a Professor of Practice at Harvard Law School



Pour en savoir plus, regardez cette vidéo du GSR-18.

Consultez la liste complète des entretiens vidéo du GSR-18.

L'intelligence artificielle au service du développement

Une série en quatre parties de documents de travail sur l'intelligence artificielle au service du développement a été présentée au cours d'une table ronde de haut niveau à l'occasion du GSR-18. Ces documents abordent diverses questions pertinentes pour les décideurs et les régulateurs, qui cherchent à comprendre et à prendre à bras le corps les obstacles et les possibilités que les technologies de l'intelligence artificielle présentent. Pour en savoir plus sur les conclusions et les recommandations principales qui s'en dégagent en ce qui concerne l'intelligence artificielle au service du développement, lisez les quatre documents, disponibles aux adresses suivantes:

1. **Module d'introduction** (de Malcom Webb, M Webb Ltd).
2. **Jeter les bases de la gouvernance de l'intelligence artificielle** (de Urs Gasser, Ryan Budish, Amar Ashar, membres de l'initiative pour l'éthique et la gouvernance de l'intelligence artificielle du Berkman Klein Center for Internet & Society de l'Université d'Harvard et du MIT Media Lab).
3. **Intelligence artificielle, éthique et société** (de Michael Best, Directeur de l'Institut pour l'informatique et la société de l'Université des Nations Unies (UNU-CS) (voir l'entretien vidéo), Professeur à la Sam Nunn School of International Affairs, ainsi qu'à la School of Interactive Computing, Georgia Institute of Technology).
4. **Intelligence artificielle, Internet des objets et aspects liés à la sécurité** (de Gyu Myoung Lee, Professeur adjoint, KAIST, République de Corée (voir l'entretien vidéo)).



Appel à l'action: Faciliter l'accès à une connectivité durable pour tous

Conformément à la Résolution 71 adoptée par la CMDT-17, la première réunion du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement (IAGDI) a eu lieu, pendant le GSR-18, conjointement avec la neuvième réunion des Directeurs de la réglementation du secteur privé (CRO). Cette réunion conjointe a été animée par M. Bocar Ba, Président-Directeur général du Samena Telecommunications Council et Président du CRO.

Les participants à cette réunion, qui a rassemblé plus de 100 hauts responsables du secteur privé ainsi que des représentants du secteur public et d'établissements universitaires, sont convenus qu'il était essentiel de promouvoir l'accès à la connectivité pour tous de manière durable afin que tout le monde contribue au développement durable.



Le document final de la réunion CRO/IAGDI ainsi que l'appel à l'action peuvent être consultés [ici](#) et les Membres de l'UIT sont invités à participer et à contribuer aux travaux de ces groupes.

Connecter le reste du monde

Dans un entretien vidéo, Bocar Ba nous en dit plus sur la réunion des Directeurs de la réglementation du secteur privé et du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement.

L'IAGDI, a-t-il déclaré, tirera parti des conclusions de la réunion du CRO, mais en se concentrant davantage sur les aspects de développement des technologies de l'information et de la communication partout dans le monde.

“En résumé... nous devons connecter l'intégralité de la population mondiale.”

Bocar Ba, Président-Directeur général du Samena Telecommunications Council et Président du CRO.



Pour en savoir plus, regardez la vidéo:

Consultez la liste complète des entretiens vidéo du GSR-18.

Pour parvenir à la connectivité pour tous, les participants ont proposé d'adopter une approche fondée sur un engagement multi-parties prenantes. Il est fondamental de mettre en place un cadre de collaboration et de coopération intersectorielles efficace permettant l'apparition de nouveaux modèles commerciaux si l'on veut obtenir des résultats dans les domaines suivants:

- déploiement d'une infrastructure ubiquitaire;
- adoption du large bande;
- création d'un environnement favorable à l'innovation.

Pour chaque domaine, les participants ont également recensé plusieurs appels à l'action pour lesquels les entreprises, en collaboration avec les régulateurs et les gouvernements, sont encouragées à adopter et à mettre en oeuvre des mesures pour promouvoir le développement durable. Les Membres de l'UIT souhaitant soutenir certains appels à l'action, en partenariat avec d'autres parties prenantes, sont invités à écrire à l'adresse suivante: MembershipITUD@itu.int.

L'IAGDI recherchera des synergies et tirera parti des cadres d'échanges existants, y compris ITU Telecom World et les commissions d'études du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), en contribuant notamment aux travaux du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT) et du GSR-19.

Entretiens du GSR 18 disponibles en podcast

Voici quelques citations tirées d'entretiens tenus au GSR-18 et disponibles en podcast.



“ Cette année, le Colloque mondial des régulateurs (GSR-18) traite en priorité de la 5G, de l'intelligence artificielle et d'un type de services futuristes, domaines dans lesquels les gens ne comprennent pas forcément le rôle des satellites. Pour nous, c'est donc l'occasion d'informer les régulateurs et d'autres parties prenantes sur les évolutions de notre secteur. ”

Aarti Holla-Maini, Secrétaire générale de l'Association des opérateurs de satellite pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique (ESOA), Belgique ([intégralité de l'entretien en podcast](#) en anglais)

“ Nous avons vraiment débattu de ce sur quoi doit précisément porter la collaboration au sein de l'écosystème, composé des régulateurs, des pouvoirs publics, des entreprises et des innovateurs, afin de saisir les nouvelles occasions qui se présenteront ces 10 prochaines années. ”



Manish Vyas (Président responsable des secteurs des communications, des médias et du divertissement, Président-Directeur général responsable des services de réseau), [Tech Mahindra](#) ([intégralité de l'entretien en podcast](#) en anglais)



“ Je pense que la 5G suscite beaucoup de questions, notamment sur les façons de la mettre en place, sur ce qu'il faut faire pour y parvenir et sur ce que cela nous apporte. A mon avis, il faut débattre de ces questions afin que les régulateurs et les entreprises décident de la voie à suivre. ”

Jayne Stancavage (Directrice générale mondiale des politiques en matière de communications), Intel ([intégralité de l'entretien en podcast](#) en anglais)

Voir tous les [entretiens disponibles en podcast](#).

Cliquez pour voir le GSR-18 en un coup d'oeil



L'UIT remercie les sponsors qui ont parrainé les réceptions et manifestations parallèles du GSR 18

Bahamas



Bangladesh



Burkina Faso



Iran



Rwanda



Stay current.
Stay informed.



The weekly ITU Newsletter
keeps you informed with:

Key ICT trends worldwide

Insights from ICT Thought Leaders

The latest on ITU events and initiatives

»
**Sign
up
today!**